

Question 1 :

M. Gord Johns : Le Conseil du Trésor chiffre à environ 2 960 le nombre de personnes affectées au programme fédéral d'administration de la paye de SPAC en 2021-2022, mais le nombre prévu pour 2023-2024 n'est que de 761, soit environ le quart du nombre de l'an dernier. Je suis préoccupé par cette réduction draconienne du nombre de fonctionnaires. Elle survient alors qu'il y a actuellement 209 000 mouvements en souffrance dont nos fonctionnaires attendent malencontreusement le traitement. Cela est totalement inacceptable. La tendance, c'est que le nombre de mouvements en souffrance augmente au lieu de diminuer. Monsieur le ministre, pouvez-vous nous faire part de votre plan d'externalisation et nous dire si vous avez l'intention d'externaliser le travail et de confier de nouveau l'administration de la paye aux ministères? Peut-être pourriez-vous expliquer ce qui est envisagé.

M. Gord Johns : Je crois, Monsieur le Président, que la demande que je souhaite vous adresser, ce serait que vous accepteriez de déposer la question que j'ai posée plus tôt au sujet du plan de dotation et des paiements et des comptes ainsi que de l'administration de la paye, le ministre n'ayant pas eu l'occasion d'y répondre.

RÉPONSE :

Il est prioritaire pour le gouvernement du Canada de veiller à assurer le bon fonctionnement des humaines (RH) et des opérations de la paye.

Outre les 761 équivalents temps plein (ETP) inscrits dans le plan ministériel de 2023-2024, ce sont 3 422 ETP supplémentaires qui ont été approuvés pour l'exercice 2023-2024 conformément à l'annonce du budget de 2023 afin d'aider SPAC à remplir son mandat d'administrateur de la paye du gouvernement du Canada, à maintenir la stabilité et à améliorer les opérations.

Veillez consulter le tableau ci-dessous pour une ventilation des ETP par type de ressource :

Type de ressource	ETP	Description
Existant	761	Niveau permanent de ressources pour assurer l'intégrité de la paie et soutenir la communauté de la rémunération à l'échelle de l'entreprise, ainsi que pour traiter la paye et les avantages sociaux au Centre des services de paye.
Renouvellement du financement temporaire	2904	Des ressources qui s'ajoutent au financement permanent inadéquat pour permettre à SPAC de remplir son mandat d'administrateur de la paye du

(ressources continues)		gouvernement du Canada et de maintenir la stabilité.
Nouveau incrémental	518	Des ressources supplémentaires pour renforcer la capacité et travailler à la stabilisation de la gestion des files d'attente au Centre des services de paye (y compris l'élimination de l'arriéré), tout en corrigeant les vulnérabilités en suspens en matière d'intégrité des données au sein du programme afin d'assurer la stabilité à long terme des opérations de paye.

Grâce à cet investissement, le Ministère peut maintenir les niveaux de dotation actuels et poursuivre les efforts considérables qu'il déploie pour accroître la capacité de traitement au Centre des services de paye de la fonction publique. Depuis l'automne 2022, le Centre a accueilli plus de 570 nouveaux employés, dont 144 en mai 2023. Le Centre des services de paye est en voie d'embaucher 175 ressources supplémentaires d'ici la fin de l'été 2023. L'augmentation du nombre de conseillers en rémunération compétents permettra au Centre des services de paye d'augmenter le nombre de mouvements qu'il traite chaque jour.

Question 2 :

M. Gord Johns : Nous savons que beaucoup de petites collectivités rurales ont de la difficulté à conserver leurs bureaux de poste parce que le salaire versé aux maîtres de poste selon le modèle de Postes Canada n'est pas assez élevé. Le salaire de départ de ces maîtres de poste en milieu rural n'atteint pas 20 \$ l'heure. De plus, ces maîtres de poste doivent fournir les locaux du bureau de poste, pour lesquels Postes Canada fournit une allocation de 250 \$ par mois seulement. Le service postal dans les régions rurales du Canada est une bouée de sauvetage pour bien des gens. Que faites-vous concrètement, en tant que ministre, pour aider Postes Canada à adopter un modèle financier durable pour les bureaux de poste ruraux? Pouvez-vous nous dire ce que vous allez faire?

Mr. Gord Johns : Je crois, Monsieur le Président, que j'aimerais vous demander si vous accepteriez de déposer la question que j'ai posée au sujet du modèle de bureaux de poste dotés d'un maître de poste de Postes Canada. J'aimerais vous en demander la permission, si le comité appuie cette demande.

RÉPONSE :

Postes Canada est une société d'État exploitée sans lien de dépendance avec le gouvernement. Elle gère ses activités conformément à sa loi habilitante, la *Loi sur la Société canadienne des postes*. Le Protocole du service postal canadien énonce les

attentes du gouvernement à l'égard des normes de service et des activités connexes relatives à la prestation de services postaux qui répondent aux besoins des consommateurs au Canada et il confirme que la prestation de services postaux dans les régions rurales du pays fait partie intégrante de l'obligation de service de Postes Canada.

La plupart des collectivités rurales et éloignées du Canada comptent sur la présence d'un bureau de poste doté d'un maître de poste sur leur territoire. C'est le modèle qu'utilise depuis longtemps Postes Canada pour fournir des services postaux aux collectivités rurales. Les maîtres de poste reçoivent une allocation de location et un salaire horaire, qui sont tous deux établis dans le cadre de négociations collectives entre Postes Canada et l'agent négociateur, l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints. Le gouvernement s'est engagé à veiller à ce que Postes Canada offre le service de grande qualité auquel s'attend la population canadienne à un prix raisonnable et à ce qu'elle améliore les services offerts dans les régions rurales et éloignées.

Le gouvernement a annoncé sa vision axée sur le service pour Postes Canada en 2018 et nous travaillons en étroite collaboration avec la société d'État pour déterminer comment améliorer la viabilité financière de ses importantes opérations, y compris les possibilités entourant le modèle financier pour les bureaux de poste en milieu rural.